

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1724

12 juillet 2008

SOMMAIRE

Advantage Financial S.A.	82722	Go-Score S.à r.l.	82720
Alpha Factoring S.à r.l.	82745	GS Construction S.A.	82717
ALS Holdings (International)	82710	Guimauve S.A., SPF	82707
ALS Holdings (US) Sàrl	82711	Harmony Hall S.A.	82708
Altmark Holding S.à r.l.	82715	H.M.F. Holding A.G.	82717
Appia Holding S.à r.l.	82715	Hotel Outsource Management Internatio- nal (HOMI) S.C.S.	82708
Auguri Holding S.A.	82745	Hotel Outsource Management Internatio- nal (HOMI) S.C.S.	82708
Beldico Holdings S.A.	82717	Hydra Finance et Participations S.A.	82706
Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l.	82741	I.C.I. Consult S.à r.l.	82711
Bossham Holding S.à r.l.	82713	Kreuzberg Properties S.à r.l.	82742
Cajas Españolas De Ahorros Sicav	82719	Lise S.A.	82719
Caldex S.A.	82714	Lord Byron Holdings S.à.r.l.	82708
Candle LuxCo S.à r.l.	82721	Meridian Investment S.à r.l.	82752
Carthesio Holding S.A.	82706	Merrill Lynch S.A.	82721
Cese Finance et Immobilière S.A.	82710	Morley International Fund	82715
Clearwire Europe S.à r.l.	82710	NTC-Europe S.A.	82711
Clearwire Poland Holdings	82709	Ocean Dream S.A.	82722
Cora Luxembourg	82711	P.K. Coiffure S.à r.l.	82710
CORSAIR (Luxembourg) N°7 S.A.	82720	Protema	82731
Cub Friends Luxembourg, A.s.b.l.	82716	Pyramus S. à r.l.	82706
CVC Capital Partners Group Sàrl	82737	Realbau S.A.	82718
DIF RE Luxembourg S.à r.l.	82713	Standing House S.A.	82716
eBay Europe S. à r.l.	82707	Sudcal S.A.	82716
E.V.A.F. Luxembourg (Olympic) S.à r.l. ..	82713	Techem Calorlux S.à r.l.	82718
Exprima Holding S.à r.l.	82718	TMK Capital S.A.	82712
Furia International S. à r.l.	82709	TMK Capital S.A.	82712
Gamma III S.à.r.l.	82706	Tramacor S.A.	82720
GH (N2) S.à r.l.	82742	Tristar Holding S.à.r.l.	82709
Gima Finance S.A.	82752	Turinu S.à r.l.	82714
Goethe Investments S.à r.l.	82732	Veco Trust (Luxembourg) S.A.	82714
G.O. IA - Luxembourg Finance S.à r.l. ...	82707	Weisen S.A.	82712
G.O. II - Luxembourg Three Finance S.à r.l.	82709	Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund	82712
G.O. II - Luxembourg Three Finance S.à r.l.	82707	WestPlan Industrie Holding A.G.	82713
		WestPlan Industrie Holding A.G.	82713

Carthesio Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 74.046.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008080595/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2008, réf. LSO-CR08788. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080091345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2008.

Hydra Finance et Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 110.489.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008080596/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2008, réf. LSO-CR08791. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080091344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2008.

Pyramus S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 137.398.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juin 2008.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2008080974/242/13.

(080092389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2008.

Gamma III S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 125.647.

Veillez noter que l'associée unique, la société anonyme GCP GAMMA CAPITAL PARTNERS BERATUNGS & BE-
TEILIGUNGS AG, a changé de siège social en date du 28 mars 2008 et se situe désormais à A-1030 Vienne (Autriche),
Reisnerstrasse 40/3.

Luxembourg, le 17 juin 2008.

Pour avis sincère et conforme

Pour GAMMA III S.à.r.l.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008081483/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR08996. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Guillaume S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 134.034.

Le bilan au 31 décembre 2007, ainsi que l'annexe et les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008081597/833/13.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09959. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

eBay Europe S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 120.781.

Il résulte d'une résolution circulaire du conseil de gérance de la Société du 13 juin 2008, que le siège social de la Société a été transféré avec effet immédiat au sein de la Ville de Luxembourg du 15, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg au 22-24, boulevard Royal, L-2249 Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008081745/5499/17.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09512. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

G.O. II - Luxembourg Three Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 117.285.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082111/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06926. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

G.O. IA - Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 96.722.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082112/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06928. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Lord Byron Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 84.397.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082110/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06925. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Hotel Outsource Management International (HOMI) S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 99.435.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082116/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06936. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Hotel Outsource Management International (HOMI) S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 99.435.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082117/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06951. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Harmony Hall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 68.696.

Résolutions des actionnaires du 27 mai 2008

La société ALTER AUDIT S.à r.l., avec siège social à L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois, a été nommée comme nouveau commissaire aux comptes en remplacement de la société à responsabilité limitée INTERAUDIT, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HARMONY HALL S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008082325/6341/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR07058. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Furia International S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 126.497.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 28 janvier 2008 que:

- Le siège social de la société sera transféré du 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec prise d'effet au 28 janvier 2008.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008081798/5387/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2008, réf. LSO-CR07564. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

G.O. II - Luxembourg Three Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 117.285.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082121/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06961. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Tristar Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 105.583.

—
Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082123/587/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06083. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Clearwire Poland Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 119.639.

—
M. Gary ASAKA a démissionné de sa fonction de gérant de la Société en date du 10 juin 2008 avec effet immédiat.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008082669/4067/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09216. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Clearwire Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 100.259.

M. Gary ASAKA a démissionné de sa fonction de gérant de la Société en date du 10 juin 2008 avec effet immédiat.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2008082670/4067/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09213. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080093795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

P.K. Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 7, rue Louvigny.
R.C.S. Luxembourg B 58.789.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 27 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082592/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09491. - Reçu 26,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

ALS Holdings (International), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 117.080.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18. Juni 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082605/4191/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10205. - Reçu 30,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Cese Finance et Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.
R.C.S. Luxembourg B 43.440.

Constituée par-devant Maître Jean SECKLER, notaire alors de résidence à Junglinster, en date du 1^{er} avril 1993, acte publié au Mémorial C, no 289 du 16 juin 1993.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Pour CESE FINANCE ET IMMOBILIERE S.A.
Interfiduciaire S.A.
Signature

Référence de publication: 2008082617/1261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10291. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

ALS Holdings (US) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 117.088.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18. Juni 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082603/4191/12.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10208. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

I.C.I. Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 6, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 132.875.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 27 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082596/6261/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09498. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

NTC-Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 105.555.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en date du 24 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 112 du 8 février 2005.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2008.

NTC-Europe S.A.

Signature

Référence de publication: 2008082638/6565/17.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2008, réf. LSO-CR03127. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Cora Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 11, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 26.118.

Les comptes annuels, rapports de gestion, rapport des commissaires, proposition et affectations des résultat au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Foetz, le 1^{er} juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082729/1382/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09318. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093965) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Weisen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8001 Strassen, rue du Cimetière.
R.C.S. Luxembourg B 14.583.

Les comptes annuels, rapports de gestion, rapport des commissaires, proposition et affectations des résultats au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Foetz, le 1^{er} juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082730/1382/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09336. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

TMK Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 119.081.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008082732/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09604. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

TMK Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 119.081.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008082733/1463/12.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09605. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Luxembourg, 1A, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 137.479.

RECTIFICATIF

Je soussignée Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, déclare par la présente avoir constituée en mon étude la société d'investissement à capital variable WELLS FARGO (LUX) WORLDWIDE FUND en date du 20 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 976 du 21 avril 2008 dont il a été erronnellement mentionné dans l'acte dans les dispositions transitoires que l'exercice social en cours ayant commencé le jour de la constitution se terminera le 31 mars 2008, alors qu'il faudrait lire que l'exercice social en cours ayant commencé le jour de sa constitution se terminera alors le 31 mars 2009.

Luxembourg, le 24 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082720/7241/17.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2008, réf. LSO-CR08779. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

**DIF RE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Bossham Holding S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.275.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 27 juin 2008.

Paul BETTINGEN

Notaire

Référence de publication: 2008082749/202/13.

(080094172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

WestPlan Industrie Holding A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste Croix.
R.C.S. Luxembourg B 59.869.

Le bilan au 31 décembre 2000 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082748/323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00005. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

WestPlan Industrie Holding A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste Croix.
R.C.S. Luxembourg B 59.869.

Le bilan au 31 décembre 2001 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082746/323/12.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00006. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

E.V.A.F. Luxembourg (Olympic) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.625,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 128.252.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 Avril 2008

- Est nommé réviseur d'entreprises AACO Réviseur d'entreprises, 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg.
- Le mandat du réviseur d'entreprises prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 2 Juin 2008.

Pour le conseil de gérance

Signatures

Référence de publication: 2008082674/1463/17.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09603. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Turinu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 113.454.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 28 janvier 2008 que:

- Le siège social de la société sera transféré du 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec prise d'effet au 28 janvier 2008.

Luxembourg, le 28 janvier 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008081800/5387/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2008, réf. LSO-CR07560. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Caldex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 108.094.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 février 2008

L'Assemblée a décidé de transférer le siège social de la société au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

Maître René FALTZ et Maître Tom FELGEN, tous deux Administrateurs, ont informé l'Assemblée Générale de leur nouvelle adresse professionnelle au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 juin 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008081810/263/17.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06113. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Veco Trust (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 70.491.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 mai 2008

L'Assemblée Générale procède à compter de ce jour à la révocation de: Luc VERELST, administrateur

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, en remplacement de M. Luc VERELST:

Mme Sandrine ANTONELLI, employée privée, née le 6 mars 1969 à SAVIGNY SUR ORGE (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

M. Philippe MASSON, employé privé, né le 21 octobre 1961 à CHAUMONT (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Leurs mandats expireront lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2010

Extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008082280/1022/20.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10235. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Appia Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 84.662.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

P.O. Box 156 LU-2011 LUXEMBOURG, 60, Grand-Rue

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008082222/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09735. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Altmark Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 100.400.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

P.O. Box 156 LU-2011 LUXEMBOURG, 60, Grand-Rue

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008082223/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09733. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Morley International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 66.614.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de la Société qui a eu lieu
le mardi 1^{er} avril 2008*

L'Assemblée Générale procède à la nomination des Administrateurs, pour un nouveau mandat qui expirera à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Les mandats sont répartis comme suit:

- Mr William Gilson, Président et Administrateur du Conseil d'Administration
- Mr Eric Bley, Administrateur
- Mr José Caturla, Administrateur

L'Assemblée Générale a élu Ernst & Young en tant que Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Luxembourg, 17 juin 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2008082285/649/22.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10278. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Sudcal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4132 Esch-sur-Alzette, Hôtel de Ville.
R.C.S. Luxembourg B 137.698.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée ordinaire du 21 mars 2008

Il résulte des décisions prises par l'assemblée ordinaire du 21 mars 2008 que Monsieur Paul Weidig, demeurant à L-4084 Esch-sur-Alzette, 9, rue François Donven a été nommé directeur de la société, chargé de la gestion journalière des affaires.

Esch-sur-Alzette, le 27 mai 2008.

Pour extrait conforme

La société

Signatures

Référence de publication: 2008082276/6261/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2008, réf. LSO-CR07413. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Standing House S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-8228 Mamer, 29, rue Nicolas Flener.
R.C.S. Luxembourg B 80.762.

—
CLOTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 10 juin 2008, enregistré à Luxembourg AC, le 12 juin 2008, LAC/2008/23867, aux droits de douze euros (12.-EUR), que la société ""Standing House S.A.", avec siège social à L-8228 Mamer, 29, rue Nicolas Flener, constituée suivant acte reçu par le notaire André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors de résidence à Luxembourg, en date du 19 février 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 815 du 27 septembre 2001, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 80.762,

a été clôturée et que par conséquence la société est dissoute.

Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pour une période de cinq années (5) à partir du 10 juin 2008, à l'ancien siège social de la société à L-8228 Mamer, 29, rue Nicolas Flener.

POUR EXTRAIT CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2008082275/5770/24.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09867. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Cub Friends Luxembourg, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-3541 Dudelange, 12, rue de la Paix.
R.C.S. Luxembourg F 2.096.

—
Changement de l'Article 1^{er} des Statuts de CUB FRIENDS LUXEMBOURG A.S.B.L.

Art. 1^{er}. Dénomination du siège social. L'association est dénommée CUB FRIENDS Luxembourg, A.s.b.l., avec siège social à l'adresse du secrétaire, notamment 12, rue de la Paix, L-3541 Dudelange.

Date 21.1.2008

Référence de publication: 2008082258/2414/13.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008, réf. LSO-CS00321. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Beldico Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 132.055.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 5 juin 2008 au siège social

Il a été décidé ce qui suit:

- Suite au décès de Monsieur Michaël Sayres en date du 27 novembre 2007 et à la démission de Monsieur Olivier MARTIN, en date du 13 mai 2008, l'Assemblée Générale décide de supprimer purement et simplement les postes d'administrateurs qui leur avaient été confiés.

En conséquence, le Conseil d'Administration se compose dorénavant de la façon suivante:

- *Administrateurs A:*

- Monsieur Daniel Hornung;
- Monsieur Albert Fuss;
- Monsieur Tom Hecht;
- Monsieur Roger Tabakin.

- *Administrateurs B:*

- Monsieur Serge Tabery.
- Madame Natacha Steuermann.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008082286/322/26.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2008, réf. LSO-CR05688. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

GS Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 15, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 100.559.

Le bilan au 31 Décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 27 juin 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008082210/578/12.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2008, réf. LSO-CR04360. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

H.M.F. Holding A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 60.017.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

P.O. Box 156 LU-2011 LUXEMBOURG, 60, Grand-Rue

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008082216/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09869. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Realbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 207, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 61.911.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2008

L'Assemblée ratifie la décision du Conseil d'Administration de coopter aux fonctions d'administrateur Madame Claudine BOULAIN et Luc VERELST en remplacement de Monsieur Jean LAMBERT et Monsieur Patrice YANDE démissionnaire.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes en l'année 2010.

L'Assemblée Générale procède à compter de ce jour à la révocation de:

M. Luc VERELST, directeur de société, né le 23 avril 1954 à Wilrijk (Belgique), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg

L'Assemblée Générale décide de nommer, avec effet immédiat, en remplacement de M. Luc VERELST : Mme Sandrine ANTONELLI, employée privée, née le 06 mars 1969 à Savigny sur Orge (France), demeurant professionnellement 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg.

Son mandat expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire qui se tiendra en l'année 2010

Extrait sincère conforme

REALBAU S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008082278/1022/25.

Enregistré à Luxembourg, le 22 mai 2008, réf. LSO-CQ06122. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Exprima Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 92.701.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2008.

CRT REGISTER INTERNATIONAL S.A.

P.O. Box 156 LU-2011 LUXEMBOURG, 60, Grand-Rue

International Tax Planners

Signature

Référence de publication: 2008082232/816/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR09775. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.

Techem Calorlux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 109, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 17.460.

Le bilan du 1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082721/3861/13.

Enregistré à Luxembourg, le 4 avril 2008, réf. LSO-CP01803. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Lise S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 125.534.

Le bilan au 31 Décembre 2007 (March 9, 2007 - December 31, 2007) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008082724/1463/13.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09283. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Cajas Españolas De Ahorros Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 55.903.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue au siège social de la société le jeudi 10 avril 2008 à 10.30 heures

Résolution 5

"L'Assemblée décide de ne pas renouveler le mandat de MM. Pablo Miguel Dols Bover et Fernando Faces García au poste d'administrateur de la Société et de nommer M. Antonio Fleixas Antón, Financial Sub General Manager, SA Nostra Caja de Ahorros de las Baleares, Calle Ter, 16, E-07009 Palma de Mallorca, au poste d'administrateur de la Société pour un terme prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2009.

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- M. Roberto Aleu Sánchez
 - M. Ramón García Golfe
 - Mme Cristina Roquero López
 - Mme María Digna Castro Seoane
 - M. Vicente Barcenilla Gil
 - M. José María Renedo Cortés
 - M. Munesh Mohandas Melwani Melwani
 - M. Francisco Javier Saiz Alonso
 - Mme María Isabel Huertas Cabo
 - M. Roberto Rey Perales
 - M. Manuel López Robles
 - M. José María Marañón Barreras
 - M. Serafín Moreno Castillo
 - BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg, représentée par M. Georg Lasch, M. Frank Roden et M. Craig Fedderson
- pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires en 2009."

Résolution 6

"L'Assemblée décide de reconduire le mandat du réviseur d'entreprises, PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra en 2009."

Pour copie conforme

BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2008082690/3085/41.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10532. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

CORSAIR (Luxembourg) N°7 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 90.498.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 13 Mars 2008

Est nommé commissaire aux comptes, Fiduciaire Patrick Sganzerla S.a.r.l ayant son siège sociale à 17, rue des jardiniers, L-1835 Luxembourg en remplacement de Mazars S.A. commissaires aux comptes ayant son siège sociale a 10A, rue Henri Schadt L- 2530 Luxembourg.

- Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013 statuant sur les comptes annuels de 2012.

Luxembourg, le 17 Juin 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2008082676/1463/16.

Enregistré à Luxembourg, le 25 juin 2008, réf. LSO-CR09602. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Go-Score S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 128.588.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008082799/824/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juin 2008, réf. LSO-CR06611. - Reçu 22,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Tramacor S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 45.615.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale ordinaire du 3 juin 2008

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Luc RODESCH, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Robert RECKINGER, diplômé HEC Paris, avec adresse professionnelle au 40, boulevard Joseph II, L-1840, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., société anonyme, 28, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2008.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2008082702/550/25.

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2008, réf. LSO-CR08474. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(080094037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Merrill Lynch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 39.046.

Par résolution de l'assemblée générale des actionnaires, Messieurs John G. Shane, Global Head of Funding and Liquidity, né le 31 mai 1960 à Sudbury, Canada, avec l'adresse au 4, World Financial Center, New York, N.Y. 10080, U.S.A., Paul Damien Byrne, Trésorier, né le 29 août 1968 à Dublin en Irlande, avec adresse à Kilgorman House, Lower Kilowen, Arklow, County Wicklow, Irlande, Keith Pearson, Managing Director, né le 25 mars 1955 à Duddington, Royaume-Uni avec adresse à Merrill Lynch Financial Centre, 2 King Edward Street, London EC1A 1 HQ, Royaume-Uni, Steen Foldberg, Administrateur, né le 11 mai 1959 à Hørsholm au Danemark, avec adresse au 296, avenue G. Diederich, L-1420 Luxembourg et Marco Stauffacher, Director Equity Linked Products, né le 26 août 1979 à Zurich en Suisse avec adresse à Chilenholzstrasse 11, 8907 Wettsil, Suisse ont été élus administrateurs pour une période prenant fin à la prochaine assemblée annuelle; Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg a été réélue comme réviseur indépendant pour une période prenant fin à la prochaine assemblée annuelle.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires a été tenue en date du 30 mai 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR MERRILL LYNCH S.A.

Signature

Référence de publication: 2008083412/267/23.

Enregistré à Luxembourg, le 16 juin 2008, réf. LSO-CR05696. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080095000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Candle LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.601.325,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 116.475.

1. Suite à la cession de parts intervenue en date du 23 octobre 2006 entre Candover Investments plc et Candover (Trustees) Limited, il résulte que:

- Candover Investments plc, immatriculé sous le numéro 01512178 auprès du Registre des Sociétés d'Angleterre et d'Ecosse, et domicilié au 20 Old Bailey, EC4M 7LN Londres, en Grande-Bretagne, détient

4.095 parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune

4.095 parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune

4.095 parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune

4.095 parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune

4.095 parts sociales de catégorie E d'une valeur nominale de EUR 25,00 chacune

- Candover (Trustees) Limited, immatriculé sous le numéro 1740547 auprès du Registre des Sociétés d'Angleterre et d'Ecosse, et domicilié au 20 Old Bailey, EC4M 7LN Londres, en Grande-Bretagne, détient

1.025 parts sociales de catégorie A d'une valeur nominale de EUR 25,00

1.025 parts sociales de catégorie B d'une valeur nominale de EUR 25,00

1.025 parts sociales de catégorie C d'une valeur nominale de EUR 25,00

1.025 parts sociales de catégorie D d'une valeur nominale de EUR 25,00

1.025 parts sociales de catégorie E d'une valeur nominale de EUR 25,00

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CANDLE LUXCO S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2008083405/683/31.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2008, réf. LSO-CQ06817. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Ocean Dream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 115.700.

—
Mention rectificative du dépôt du 18 janvier 2008 (No L080009894)

Le bilan modifié au 31.12.2006, les comptes annuels au 31.12.2006 régulièrement approuvés, le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats de l'exercice 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme
Banque Domiciliaire
Signatures

Référence de publication: 2008082532/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juin 2008, réf. LSO-CR10421. - Reçu 38,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Advantage Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 139.545.

—
STATUTES

In the year two thousand and eight, on the twenty-seventh of May.
Before Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) GFC Advisers CORP., a company incorporated under the laws of the United States of America, having its registered office in 2 Wall Street, New York, NY 10005, registered with the United States Tax Authorities under number 13-3897553;

2) Mr Giuseppe Confuorti, company director, born on 28 August 1957 in Matera, Italy, residing in 355 South End Avenue, Apt. 17N, New York, NY 10280, United States of America;

both duly represented by Mr Max Kremer, licencié en droit, residing in Wasserbillig by virtue of two proxies given on 15 May 2008 in New York, United States of America.

The proxies given, signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, represented as aforementioned, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which they declare to organise between themselves.

Art. 1. Name. There exists a company in the form of a société anonyme under the name of "Advantage Financial S.A." (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors. If the Board of Directors determines that extraordinary political, economic, social or military events have occurred or are imminent which would render impossible the normal activities of the Company at its registered office or the communication between such registered office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is the carrying out of all operations related to the activities of an investment adviser, in accordance with the provisions of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended, under any form and all operations related thereto.

The Company may have interests in any form and in any business, undertaking or company having an identical, analogous or related purpose or which are likely to support the development of its business and to facilitate the distribution of its products or services.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect interest or which form part of the same group of companies as the Company.

In general, the Company may effect all industrial, commercial and financial operations, movable or immovable, related either directly or indirectly to the corporate purpose described above.

Art. 5. Share Capital. The Company has a share capital of one hundred thousand Euros (EUR 100,000.-) divided into one hundred (100) shares with a nominal value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) each.

The share capital of the Company may at any time be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The authorised capital, the share capital issued at the Company's incorporation and at subsequent capital increases resolved by an extraordinary general meeting of the shareholders not included, is fixed at one million Euros (EUR 1,000,000.-) represented by one thousand (1,000) shares with a nominal value of one thousand Euros (EUR 1,000.-) each.

During the term of five (5) years from the date of publication of the present deed, the Board of Directors will be and is hereby authorised to issue shares with or without share premium and to grant options to subscribe for shares. Such increased amounts of capital need not be subscribed for in full, but may be subscribed for, sold and issued as the Board of Directors may from time to time decide. The term or extent of this authority may be extended by resolution of the shareholders in general meeting from time to time, in the manner required for amendment of these articles of incorporation. The Board of Directors is authorised to determine the conditions attaching to any subscription for the new shares from time to time and may issue such shares by conversion of the Company's share premium account. The Board of Directors is also authorised to issue such shares without the shareholders having any preferential subscription rights. The Board of Directors may delegate to any duly authorised officer of the Company, or to any other duly authorised person, the power of accepting subscription and receiving payment for shares representing part or all of such increased amount of capital. The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

Art. 6. Form of shares. All shares of the Company shall be issued in registered form only.

The issued shares shall be entered in the register of shares which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of shares, his address and the number of shares held by him.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences his right of ownership of such shares. A certificate shall be delivered upon request to the shareholder. Such certificate shall be signed by two members of the Board of Directors. The signatures shall be either manual, printed or in facsimile.

Any transfer of shares shall be recorded in the register of shares by delivery to the Company of an instrument of transfer satisfactory to the Company, or by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act accordingly and, each time, together with the delivery of the relevant certificate, if issued. Such inscription shall be signed by two members of the Board of Directors or by one or several persons duly authorised therefore by the Board of Directors.

Any shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements should be sent. Such address will also be entered into the register of shares.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to that effect to be entered into the register of shares and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company or at such other address as may be so entered into the register by the Company from time to time until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shares by means of a written notification to the Company at its registered office or at such other address as may be determined by the Company from time to time.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 7. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of at least three (3) members, their number being determined by the general meeting of shareholders. Directors need not to be shareholders of the Company.

The directors shall be appointed by the general meeting of shareholders for a period of not exceeding six (6) years and until their successors are appointed, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The directors shall be eligible for reappointment.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors appointed by the general meeting of shareholders may meet and appoint a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary,

who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

The chairman shall preside over all meetings of the Board of Directors, but in his absence the members of the Board of Directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of a majority of the directors present or represented at any such meeting.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman must convene the Board of Directors if it is requested by at least two members of the Board of Directors. Notice in writing or by telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight (8) calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four (24) hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason for the urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting, the directors present or represented may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by vidéoconférence or similar means of telecommunication allowing his identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the Board of Directors whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The holding of the meeting with such communication means at a distance is reputed to be held at the registered office of the Company.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 9. Minutes of Meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors. The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors or by written consent in accordance with article 8 hereof.

The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

Art. 11. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors of the Company, or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 12. Delegation of Powers. The Board of Directors shall delegate the power to conduct the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation to such management as provided for by article 60 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, to:

- an executive or other committee or committees whether formed from among its own members or not; or
- two or more directors, managers or other agents who may act individually or jointly.

The delegation to a member of the Board of Directors imposes to the Board of Directors to report annually to the ordinary general meeting the remunerations, fees and any advantages granted to the delegated person. The Board of Directors shall determine the scope of the powers, the conditions for withdrawal and the remuneration attached to these delegations of authority including the authority to sub-delegate.

The Board of Directors may establish one or several comities composed of members of the board and / or external persons to whom it may delegate powers and functions from time to time.

The Board of Directors may also confer special powers upon one or more attorneys or agents of its choice.

Art. 13. Conflict of Interest. In case of a conflict of interest of a director, it being understood that the mere fact that the director serves as a director of a shareholder or of an affiliated company of a shareholder shall not constitute a conflict of interest, he must inform the Board of Directors of any conflict and may not take part in the vote but will be counted in the quorum. A director having a conflict on any item on the agenda must declare this conflict to the chairman before

the meeting starts. Any director having a conflict due to a personal interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall be obliged to inform the board thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in the business of the meeting, but will be counted in the quorum. At the following general meeting, before any other resolution to be voted on, a special report shall be made on any transactions in which any of the directors may have a personal interest conflicting with that of the Company.

Art. 14. General Meeting of Shareholders. The general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. Shareholders representing ten per cent (10%) of the subscribed share capital may, in compliance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, request the Board of Directors to call a general meeting of shareholders.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of the meeting, on the 1st day of the month of October at noon.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the following bank business day in Luxembourg.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice setting forth the agenda sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the register of shareholder, or as otherwise instructed by such shareholder.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Any shareholder may participate in a meeting of shareholders by vidéoconférence or similar means of telecommunication allowing their identification. Such means shall comply with technical characteristics guaranteeing an effective participation to the general meeting whose deliberations are broadcasted continuously. Participating in the meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders in order to attend a meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders shall designate its own chairman who shall preside over the meeting. The chairman shall designate a secretary who shall keep minutes of the meeting.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share is entitled to one vote at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder.

Unless otherwise provided by law, the resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 15. Supervision of the Company. The operations of the Company shall be supervised by one or several independent auditors (réviseurs d'entreprises) chosen amongst the members of the Luxembourg Institut des réviseurs d'entreprises who will be appointed by the Board of Directors of the Company.

Art. 16. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of July of each year and shall terminate on the thirtieth of June of the following year.

Art. 17. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required when the amount of the legal reserve shall have reached ten per cent (10%) of the subscribed share capital.

The annual net profits shall be at the free disposal of the general meeting of shareholders.

Interim dividends may be paid out in accordance with the provisions of law.

Art. 18. Dissolution of the Company. In case of a dissolution of the Company, its liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and compensation. The net liquidation proceeds shall be distributed by the liquidator(s) to the shareholders in proportion to their share holding in the Company.

Art. 19. Amendments to the Articles of Incorporation. The present articles of incorporation may be amended from time to time by a general meeting of shareholders under the quorum and majority requirements provided for by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 20. Applicable Law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 21. Language. The present articles of incorporation are worded in English followed by a French version. In case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

Transitory provisions

- 1) The first accounting year shall begin at the date of incorporation of the Company and shall terminate on the 30 June 2009.
- 2) The first annual general meeting of shareholders shall take place in the year 2009.

Subscription

The shares in the Company are subscribed as follows:

1) GFC Advisers CORP., prenamed, eighty shares	80
2) Mr Giuseppe Confuorti, prenamed, twenty shares	20
Total: one hundred shares	100

All these shares are entirely paid-up in cash, so that the total amount of one hundred thousand Euros (EUR 100,000.-) is as of now fully available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary by a bank certificate.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately three thousand Euros (EUR 3,000.-).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article twenty-six of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, have been fully observed.

General Meeting of Shareholders

The above named parties representing the entire subscribed share capital and considering themselves as duly convened have immediately proceeded to a general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders acknowledges that the Company will not commence, until the receipt of the license as investment advisor in the sense of Article 24 of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended, carrying out within the Grand-Duchy of Luxembourg any operations related to the activities of an investment adviser under any form and all operations related thereto.

Having first verified that it was regularly constituted, the general meeting of shareholders took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to set the number of directors at three (3) and to appoint the following persons as members of the Board of Directors for a term to expire at the annual general meeting called to approve the accounts of the accounting year ended 30 June 2012:

- Mr Francesco Confuorti, director, born on 27 August 1956 in Matera, Italy, residing professionally in 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Mr Giuseppe Confuorti, director, born on 28 August 1957 in Matera, Italy, residing in 355 South End Avenue, Apt. 17N, New York, NY 10280, United States of America;
- Mr Silvestro Mariscalo Inturreta, director, born on 26 January 1937 in Syracuse, Italy, residing in 99, Sant' Anna Street, 91100 Erice, Italy.

Second resolution

The general meeting resolves to fix the address of the registered office of the Company at 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation or the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this notarial deed was drawn up, at the office of the undersigned notary, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxy holder of the appearing parties, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. GFC Advisers CORP., une société constituée sous les lois des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 2 Wall Street, New York, NY 10005, enregistrée à l'administration fiscale des Etats-Unis sous le numéro 13-3897553;

2. M. Giuseppe Confuorti, administrateur, né le 28 août 1957 à Matera, Italie, demeurant à 355 South End Avenue, Apt. 17N, New York, NY 10280, Etats-Unis d'Amérique;

tous dûment représentés par M. Max Kremer, licencié en droit, demeurant à Wasserbillig en vertu de deux procurations données le 15 mai 2008 à New York, Etats-Unis d'Amérique.

Les procurations signées "ne varietur" par tous les comparants et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société anonyme sous la dénomination de "Advantage Financial S.A." (la "Société").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du Conseil d'Administration, des filiales, des succursales ou des bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à rendre impossible les activités normales de la Société à son siège social ou la communication avec ce siège ou de ce siège avec des personnes situées à l'étranger, se présentent ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 4. Objet. L'objet de la Société est de poursuivre toutes les activités relatives à celles d'un conseiller en investissement, conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée, sous n'importe quelle forme et toutes les opérations y relatives.

La Société peut détenir des participations, de quelque manière que ce soit, dans toute entreprise ou société ayant un objet social identique, analogue ou y relatif, ou susceptibles de promouvoir le développement de ses activités et de faciliter la distribution de ses produits ou services.

La Société peut donner des garanties, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

En général, la Société peut effectuer tous types de transactions industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec l'objet social décrit ci-dessus.

Art. 5. Capital Social. La Société a un capital social de cent mille Euros (EUR 100.000,-) représenté par cent (100) actions ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune.

Le capital social de la Société peut, à tout moment, être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Le capital autorisé, le capital social émis lors de la constitution et lors d'augmentations de capital ultérieures décidées par une assemblée générale extraordinaire des actionnaires non inclus, est fixé à un million d'Euros (EUR 1.000.000,-) représenté par mille (1.000) actions ayant une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune.

Pendant une période de cinq (5) ans à partir de la publication du présent acte, le Conseil d'Administration sera et est par la présente autorisé à émettre des actions avec ou sans prime d'émission et de garantir un droit de souscription sur ces actions. De telles augmentations de capital n'ont pas besoin d'être souscrites intégralement, mais pourront être souscrites, vendues et émises de la manière arrêtée par le Conseil d'Administration au moment donné. La durée ou l'étendue de cette autorisation pourra être prolongée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts. Le Conseil d'Administration est autorisé à déterminer les conditions attachées à la souscription de nouvelles actions le moment donné et notamment les émettre par conversion du compte prime d'émission. Le Conseil d'Administration est également autorisé à émettre ces actions sans que les actionnaires n'aient un droit de souscription préférentiel. Le Conseil d'Administration peut déléguer à un quelconque directeur dûment autorisé de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir d'accepter des souscriptions et de percevoir les paiements pour des actions représentant en tout ou en partie une telle augmentation de capital.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Forme des actions. Toutes les actions de la Société seront uniquement émises sous forme nominative.

Toutes les actions émises seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société et ce registre contiendra le nom de chaque propriétaire d'actions, son domicile, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient.

Le droit de propriété de l'actionnaire sur les actions s'établit par l'inscription de son nom dans le registre des actionnaires. Un certificat constatant cette inscription sera délivré sur demande à l'actionnaire. Ce certificat devra être signé par deux membres du Conseil d'Administration. Les signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit sous forme télécopiée.

Tout transfert d'actions sera inscrit au registre des actionnaires au moyen de la remise à la Société d'un instrument de transfert convenant à la Société, ou par une déclaration de transfert écrite, portée au registre des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou par le mandataire valablement constitué à cet effet, et, à chaque fois, avec la remise à la Société du certificat qui s'y rapporte, s'il en a été émis. Une pareille inscription devra être signée par deux membres du Conseil d'Administration, ou par une ou plusieurs autres personnes dûment autorisées à cet effet par le Conseil d'Administration. Tout actionnaire devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et informations pourront être envoyées. Cette adresse sera également inscrite au registre des actionnaires.

Au cas où un actionnaire ne fournit pas d'adresse à la Société, la Société sera autorisée à en faire mention au registre des actionnaires, et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société ou à telle autre adresse inscrite au registre des actionnaires jusqu'à ce qu'une autre adresse soit communiquée à la Société par l'actionnaire. Un actionnaire peut, à tout moment, faire changer l'adresse portée au registre des actionnaires par une déclaration écrite, envoyée au siège social de la Société ou à telle autre adresse fixée par celle-ci le moment venu.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, toutes les personnes invoquant un droit sur la/les action(s) devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux action(s).

Art. 7. Conseil d'Administration. La Société sera gérée par un Conseil d'Administration composé d'un minimum de trois (3) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période ne dépassant pas six (6) ans et jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés; toutefois un administrateur peut être révoqué à tout moment par une décision prise par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs sortants peuvent être nommés à nouveau.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants, nommés par l'assemblée générale des actionnaires peuvent se réunir et nommer un administrateur pour remplir les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 8. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et peut choisir en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Le Conseil d'Administration peut également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un administrateur et qui peut être chargé de conserver les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ou d'exécuter des tâches administratives ou autres telles que décidées, le moment venu, par le Conseil d'Administration.

Le président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration. En l'absence du président, les membres du Conseil d'Administration peuvent désigner un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore, par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président doit réunir le Conseil d'Administration si cela est requis par au moins deux des membres du Conseil d'Administration. Un avis par écrit, fax ou e-mail de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins huit (8) jours avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation pourra être envoyé vingt-quatre (24) heures avant la réunion et devra mentionner la nature de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment préalable ou postérieur à la réunion, par écrit, fax ou e-mail de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions du Conseil d'Administration se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur peut se faire représenter en désignant par écrit, par fax ou e-mail un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur ne peut pas représenter plus d'un de ses collègues.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Si le quorum n'est pas obtenu une demi-heure après l'heure prévue pour la réunion, les administrateurs présents ou représentés peuvent ajourner la réunion en un autre endroit et à une date ultérieure. Les avis des réunions ajournées sont donnés aux membres du Conseil d'Administration par le secrétaire, s'il y en a, ou à défaut par tout administrateur.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion, il y a égalité des voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président de la réunion aura une voix prépondérante.

Tout administrateur peut prendre part à une réunion du Conseil d'Administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à ces caractéristiques tech-

niques garantissant une participation effective à la réunion du Conseil d'Administration dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à la réunion par de tels moyens équivaudra à une présence personnelle à cette réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les administrateurs sans exception. La date d'une telle décision est celle de la dernière signature.

Art. 9. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le président ou, en son absence, par le président *pro tempore* qui aura assumé la présidence de cette réunion.

Les copies ou extraits de procès-verbaux qui peuvent être produits dans des procédures judiciaires ou ailleurs seront signés par le président ou par le secrétaire ou par deux administrateurs.

Art. 10. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Les administrateurs ne peuvent agir que dans le cadre de réunions du Conseil d'Administration régulièrement convoquées ou par confirmation écrite conformément à l'article 8 ci-dessus.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour pouvoir passer tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 11. Signature sociale. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la (les) autre(s) signature(s) de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 12. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration déléguera la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, à:

- un comité de direction ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non; ou
- à deux ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration impose au Conseil d'Administration de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages alloués au délégué. Le Conseil d'Administration déterminera l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs comités composés de membres du conseil et / ou de personnes externes auxquels il peut déléguer des pouvoirs et des fonctions selon son appréciation.

Le Conseil d'Administration pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.

Art. 13. Conflit d'intérêt. Dans le cas d'un conflit d'intérêt d'un administrateur, étant entendu que le simple fait que l'administrateur soit l'administrateur d'un actionnaire ou d'une société affiliée d'un actionnaire ne sera pas constitutif d'un conflit d'intérêt, il doit informer le Conseil d'Administration de tout conflit d'intérêt et ne pourra pas prendre part au vote mais sera compté dans le quorum. Un administrateur ayant un conflit d'intérêt sur tout objet de l'ordre du jour doit déclarer ce conflit d'intérêt au président avant que la réunion ne débute.

Tout administrateur ayant dans une transaction soumise pour approbation au Conseil d'Administration un intérêt personnel opposé à l'intérêt de la Société, sera obligé d'informer le conseil et de faire enregistrer cette situation dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux délibérations de la réunion, mais il sera compté dans le quorum. A l'assemblée générale suivante, avant toute autre résolution à voter, un rapport spécial devra être fait sur toutes transactions dans lesquelles un des administrateurs peut avoir un intérêt personnel opposé à celui de la Société.

Art. 14. Assemblée Générale des Actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires représentera l'universalité des actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires sera convoquée par le Conseil d'Administration. Les actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social souscrit peuvent, conformément aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, requérir le Conseil d'Administration de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale annuelle se réunira, conformément à la loi luxembourgeoise, au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le 1^{er} jour du mois d'octobre à midi.

Si ce jour est un jour férié légal ou bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale se tiendra le jour ouvrable bancaire suivant.

D'autres assemblées générales d'actionnaires peuvent se tenir aux lieux et dates spécifiés dans les avis de convocation respectifs.

Les assemblées générales seront convoquées par un avis de convocation énonçant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à tout détenteur d'actions à son adresse portée au registre des actionnaires, ou suivant toutes autres instructions données par cet actionnaire. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, l'assemblée générale peut avoir lieu sans convocation.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens similaires de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens satisferont à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaudra à une présence en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour pouvoir prendre part à une assemblée d'actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires désignera son propre président qui présidera l'assemblée. Le président désignera un secrétaire chargé de dresser les procès-verbaux de l'assemblée.

Les affaires traitées lors d'une assemblée des actionnaires seront limitées aux points contenus dans l'ordre du jour (qui contiendra toutes les matières requises par la loi) et aux affaires connexes à ces points.

Chaque action donne droit à une voix lors de toutes les assemblées générales des actionnaires. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires par mandat écrit à un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi, toutes les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Art. 15. Surveillance de la Société. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises de Luxembourg qui sera /seront désigné(s) par le Conseil d'Administration de la Société.

Art. 16. Exercice Social. L'exercice social de la Société commencera le premier juillet de chaque année et se terminera le trente juin de l'année suivante.

Art. 17. Affectation des Bénéfices Annuels. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit.

L'assemblée générale des actionnaires disposera librement du bénéfice net annuel.

Des dividendes intérimaires peuvent être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

Art. 18. Dissolution de la Société. En cas de dissolution de la Société, sa liquidation s'opérera par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera les pouvoirs et rémunérations de chaque liquidateur. Le produit net de la liquidation sera distribué par le(s) liquidateur (s) aux actionnaires, proportionnellement à leur participation dans la Société.

Art. 19. Modification des statuts. Les présents statuts peuvent être modifiés périodiquement par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 20. Loi Applicable. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se référeront aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 21. Langue. Les présents statuts ont été rédigés en anglais, suivi d'une version française. En cas de divergence entre les deux textes, la version anglaise prévaudra.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 30 juin 2009.
- 2) La première assemblée générale annuelle des actionnaires aura lieu en 2009.

Souscription

Les actions de la Société sont souscrites comme suit:

1) GFC Advisers CORP., prénommée quatre-vingt actions	80
2) M. Giuseppe Confuorti, prénommé vingt actions	20
Total: cent actions	100

Toutes les actions sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de cent mille Euros (EUR 100.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par la remise d'un certificat bancaire.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ trois milles Euros (EUR 3.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants, prénommés, représentant l'intégralité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis immédiatement en assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires constate que la Société ne commencera, tant qu'elle n'a pas obtenu la licence de conseiller en investissement, au sens de l'article 24 de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier, telle que modifiée, à exercer au Grand-Duché de Luxembourg, des opérations relatives aux activités d'un conseiller en investissement sous une quelconque forme et toutes les opérations y relatives.

Après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, l'assemblée générale des actionnaires a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de fixer le nombre d'administrateurs à trois (3) personnes et de nommer les personnes suivantes au Conseil d'Administration pour une période expirant à l'assemblée générale annuelle appelée à approuver les comptes de l'exercice social qui se terminera le 30 juin 2012:

- M. Francesco Confuorti, administrateur, né le 27 août 1956 à Matera, Italie, résidant professionnellement à 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- M. Giuseppe Confuorti, administrateur, né le 28 août 1957 à Matera, Italie, résidant à 355 South End Avenue, Apt. 17N, New York, NY 10280, Etats-Unis d'Amérique;
- M. Silvestro Mariscalo Inturreta, administrateur, né le 26 janvier 1937 à Syracuse, Italie, résidant à 99, Sant' Anna Street, 91100 Erice, Italie.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social de la Société à 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Max KREMER et Joëlle BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 mai 2008. Relation: LAC / 2008 / 21821. — Reçu à 0,50%: cinq cents euros (€ 500,-).

Le Receveur ff. (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008082522/7241/523.

(080094075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Protema, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 10.165.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2008

L'Assemblée ratifie la cooptation au poste d'administrateur de Monsieur Gilles JACQUET, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Lux Konzern S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de Lux Business Management S.à.r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg; ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 50, route d'Esch à L-1470 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2008.

Luxembourg, le 4 juin 2008.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008082667/655/23.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06280. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080093841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Goethe Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 139.553.

— STATUTS

L'an deux mille huit, le onze juin.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

SECHEP INVESTMENTS HOLDING II S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant conformément aux lois luxembourgeoises, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, avec siège social au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg,

ici représentée par Madame Yvonne HUBER, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Ledit comparant, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Art. 2. La Société prend la dénomination de GOETHE INVESTMENTS S.à r.l.

Art. 3. La Société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut effectuer toutes opérations immobilières et mobilières.

La Société peut acquérir, vendre et gérer tous immeubles de quelque nature et dans quelque pays ou endroit que ce soit.

La Société peut également s'engager dans et effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la gestion et à la propriété d'immeubles.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité des gérants, du conseil de gérance.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par mille (1.000) parts sociales de douze euros et cinquante centimes (12,50,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés.

Art. 8. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gestion. Le(s) gérant(s) n'a (ont) pas besoin d'être associé(s). Le(s) gérant(s) est (sont) désigné(s), révoqué(s) et remplacé(s) par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Un président pro tempore du conseil de gestion peut être désigné par le conseil de gestion pour chaque réunion du conseil de gestion de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gestion pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gestion désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gestion.

Vis-à-vis des tiers, le(s) gérant(s) a (ont) les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 10.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gestion.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un membre quelconque du conseil de gestion.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, tout gérant pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, un avis écrit de toute réunion du conseil de gestion sera donné à tous les gérants par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gestion pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gestion et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gestion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gestion.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gestion par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gestion par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication auquel il est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censée avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gestion seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gestion, ou par le président du conseil de gestion, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gestion peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gestion sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gestion tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées générales par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2008.

Souscription et libération

Les mille (1.000) parts sociales de la Société ont été souscrites par la société SECHEP INVESTMENTS HOLDING II S.à r.l., pré-qualifiée, et libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et changes, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à environ mille deux cents euros.

Décision de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

(1) Le siège social de la Société est établi au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

(2) Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Robert FABER, expert-comptable, né à Luxembourg le 15 mai 1964, ayant son adresse professionnelle au 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg;

- Monsieur Udo HESEMANN, directeur de société, né le 13 janvier 1966 à Düsseldorf (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

(3) La Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle d'un gérant.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une version anglaise; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise de ce qui précède:

In the year two thousand and eight, on the eleventh of June.

Before us M^e Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

SECHEP INVESTMENTS HOLDING II S.à r.l., a limited liability company duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg, having its registered office at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg,

here represented by Mrs Yvonne HUBER, private employee, having her professional address at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the Notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as indicated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of a limited liability company (i.e. "société à responsabilité limitée") as follows:

Art. 1. There is hereby established a limited liability company (i.e. "société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws in force and by the present articles of association.

Art. 2. The Company's name is GOETHE INVESTMENTS S.à r.l.

Art. 3. The object of the Company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The Company may by way of contribution, subscription, option, sale or by any other way, acquire movables of all kinds and may realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The Company may borrow and grant loans to the affiliated companies and to any other corporations in which it takes some direct or indirect interest.

The Company may engage in any transactions involving immovable and movable property.

The Company may acquire, transfer and manage any real estates of whatever kind in whatever country or location.

The Company may further engage and execute any operations which pertain directly or indirectly to the management and the ownership of real estates.

The Company may moreover carry out any commercial, industrial or financial operations, in respect of either moveable or immovable property, that it may deem of use in the accomplishment of its object.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR), represented by one thousand (1,000) shares of twelve Euros and fifty Cents (12.50,- EUR) each.

When and as long as all the shares are held by one shareholder, the Company is a one person company in the sense of article 179 (2) of the amended law concerning commercial companies; in this case, the articles 200-1 and 200-2 among others of the same law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the Company must be recorded in writing and the provisions regarding the general meetings of shareholders are not applicable.

Art. 7. The shares in the Company may be transferred freely between the partners. They may not be transferred inter vivos to people other than the partners, unless all the partners so agree.

Art. 8. The Company shall not be dissolved by death, prohibition, bankruptcy or insolvency of a partner.

Art. 9. The personal creditors, beneficiaries or heirs of a partner may not, for any reason whatsoever, have seals placed on the assets and documents belonging to the Company.

Art. 10. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 10 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of any member of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, any manager may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 11. Each partner may participate in collective decision-making, whatever the number of shares he holds. Each partner shall have a number of votes equal to the number of shares in the company he holds. Each partner may be validly represented at general meetings by a person bearing a special power of attorney.

Art. 12. The manager(s) shall not contract any personal obligation in respect of the commitments properly undertaken by him/them in the name of the Company by virtue of his/their function.

Art. 13. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Art. 14. The Company's financial year shall commence on the first day of January and end on the thirty-first day of December each year.

Art. 15. Each year, on the thirty-first of December, the accounts shall be closed and the management shall draw up an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities.

Art. 16. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company. Each year five percent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 18. When the Company is wound up, it shall be liquidated by one or more liquidators, who need not necessarily be partners, appointed by the partners, who shall determine their powers and emoluments.

Art. 19. For all matters not covered by the present memorandum and articles of association, the partners shall refer to and abide by the legal provisions.

Transitory provision

The first fiscal year will begin now and will end on 31st December 2008.

Subscription and Payment

All the one thousand (1,000) shares of the Company have been subscribed by the company SECHEP INVESTMENTS HOLDING II S.à r.l., aforementioned, and have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Valuation of the costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately one thousand two hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire corporate capital, has taken the following resolutions:

(1) The address of the Company is fixed at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

(2) Are appointed as managers for an unlimited period:

- Mr Robert FABER, chartered accountant, born in Luxembourg on 15th May 1964, having his professional address at 121, avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg,

- Mr Udo HESEMANN, company director, born on 13th January 1966 in Düsseldorf (Germany), having his professional address at 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

(3) The Company is validly committed in all circumstances by the sole signature of one manager.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English texts, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by surname, name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us, the Notary, the present original deed.

Signed: HUBER; J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 juin 2008, Relation GRE/2008/2559. — Reçu soixante-deux euros et cinquante cents 0,50% = 62,50 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 juin 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2008082535/231/301.

(080094295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

CVC Capital Partners Group Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 40.775,00.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 104.817.

In the year Two Thousand and Eight, on the fourteenth day of January.

Before Us, Maître Paul Bettingen notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held:

an extraordinary general meeting of shareholders (the "General Meeting") of CVC CAPITAL PARTNERS GROUP S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 5, place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, registered with the Trade and Company Registry of Luxembourg under number B 104.817, incorporated by deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, on 8 December 2004, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 191 of 3 March 2005, page 9140 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, on 15 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2477 on October 31, 2007.

The General Meeting was opened by Mrs Emanuela Brero, Director of Corporate Administration of CVC Luxembourg, residing in Luxembourg, the chairman, who appointed as secretary Mrs. Sandra Schenk, private employee, having its professional residence in Senningerberg, the General Meeting elected as scrutineer Ms Petra Mala, lawyer, residing in Luxembourg (the "Bureau").

The Bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the General Meeting is the following:

Agenda:

(a) Increase of the share capital of the Company by an amount of Seven Hundred and Seventy Five Euros (EUR 775) so as to bring it from its current amount of Forty Thousand Euros (EUR 40,000) to Forty Thousand Seven Hundred and Seventy Five Euros (EUR 40,775) by the issuance of One Thousand Two Hundred and Forty (1,240) class A, Four Hundred and Sixty Five (465) class B1, Four Hundred and Sixty Five (465) class B2, Four Hundred and Sixty Five (465) class B3, Four Hundred and Sixty Five (465) class B4 shares, being a total of Three Thousand One Hundred (3,100) new shares, all shares having a par value of Twenty Five Eurocents (EUR 0.25);

(b) Waiver by the current shareholders of their preferential subscription rights and subscription and full payment in cash at nominal value together with an aggregate share premium of Four Million One Hundred and Eighty Four Thousand Two Hundred and Twenty Five Euros (EUR 4,184,225) of the newly issued shares by Mr. Frederick Inglis Watt.

(c) Subsequent modification of Article 7.1 of the articles of association of the Company;

(d) Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list has been signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary

The eventual proxies of the represented shareholders will remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present General Meeting, so that the General Meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved, the General Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The General Meeting RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of Seven Hundred and Seventy Five Euros (EUR 775) so as to bring it from its current amount of Forty Thousand Euros (EUR 40,000) to Forty Thousand Seven Hundred and Seventy Five Euros (EUR 40,775) by the issuance of One Thousand Two Hundred and Forty (1,240) class A, Four Hundred and Sixty Five (465) class B1, Four Hundred and Sixty Five (465) class B2, Four Hundred and Sixty Five (465) class B3, Four Hundred and Sixty Five (465) class B4 shares, being a total of Three Thousand One Hundred (3,100) new shares, all shares having a par value of Twenty Five Eurocents (EUR 0.25).

Subscription - Payment

The current shareholders of the Company having waived their preferential subscription rights, the General Meeting RESOLVES to approve the subscription of the newly issued shares by Mr. Frederick Inglis Watt, having his professional address at 111 Strand, London WC2R OAG England, who declares to subscribe for One Thousand Two Hundred and Forty (1,240) class A, Four Hundred and Sixty Five (465) class B1, Four Hundred and Sixty Five (465) class B2, Four Hundred and Sixty Five (465) class B3, Four Hundred and Sixty Five (465) class B4 shares, being a total of Three Thousand One Hundred (3,100) new shares and to pay them fully by contribution in cash together with a share premium of Four Million One Hundred and Eighty Four Thousand Two Hundred and Twenty Five Euros (EUR 4,184,225).

The 3,100 newly issued shares and the share premium have been fully paid by contribution on cash so that the amount of Four Million One Hundred and Eighty Five Thousand Euros (EUR 4,185,000) is from now on at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, by means of a bank certificate.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the General Meeting RESOLVES to amend Article 7.1, of the Company's articles of association, which will henceforth have the following wording:

"7.1 - Subscribed and Paid Up Share Capital. The Company's share capital is fixed at 40,775 EUR (Forty Thousand Seven Hundred and Seventy Five Euros) represented by 163,100 (One Hundred and Sixty Three Thousand One Hundred) redeemable Shares, all fully subscribed and entirely paid up, divided into:

- a) 65,240, Class A Shares
- b) 24,465, Class B1 Shares
- c) 24,465, Class B2 Shares
- d) 24,465, Class B3 Shares
- e) 24,465, Class B4 Shares

All with a par value of 0,25 EUR (Twenty Five Eurocents) each.

At the moment and as long as all the Shares are held by one single Shareholder, the Company is a one man company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole Shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing."

There being no further business, the General Meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately twenty-four thousand seven hundred euros (EUR 24,700.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party, is known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le quatorze janvier.

Par-devant, Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés ("Assemblée Générale") de CVC CAPITAL PARTNERS GROUP S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 5, Place du Théâtre, L-2613 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.817, constituée par acte du Notaire Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, le 8 décembre 2004, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C 191 du 3 mars 2005, page 9140 (la "Société"). Les statuts de la Société ont été modifiés suivant acte notarié du notaire soussigné, du 15 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2477 du 31 octobre 2007.

L'Assemblée Générale est ouverte sous la présidence de Madame Emanuela Brero, Director of Corporate Administration de CVC Luxembourg, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Sandra Schenk, employée privée, demeurant professionnellement à Senningerberg, l'Assemblée Générale choisit comme scrutateur Mademoiselle Petra Mala, juriste, demeurant à Luxembourg (le "Bureau").

Le Bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

(a) Augmentation du capital social de la Société d'un montant de sept cent soixante-quinze euros (EUR 775) en vue de porter son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000) à quarante mille sept cent soixante-quinze euros (EUR 40.775) par l'émission de mille deux cent quarante (1.240) nouvelles parts sociales de classe A, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B1, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B2, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B3 et quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B4, ainsi la totalité de trois mille cent (3.100) nouvelles parts sociales, toutes les parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq cents d'euro (EUR 0,25);

(b) Renonciation par les associés actuels à leur droit de souscription préférentielle et souscription et libération totale des parts sociales nouvellement émises par apport en numéraire à la valeur nominale ensemble avec une prime d'émission de quatre millions cent quatre-vingt-quatre mille deux cent vingt-cinq euros (EUR 4.184.225) par Monsieur Frederick Inglis Watt.

(c) Modification subséquente de l'article 7.1 des statuts de la Société;

(d) Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence a été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du Bureau et le notaire instrumentant.

Resteront annexées au présent acte, les éventuelles procurations des actionnaires représentés.

III. Au vu de la prédite liste de la présence, tous les parts sociales en émission sont présentes ou représentées à la présente Assemblée Générale, dès lors l'Assemblée Générale peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée Générale, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de sept cent soixante-quinze euros (EUR 775) en vue de porter son montant actuel de quarante mille euros (EUR 40.000) à quarante mille sept cent soixante-quinze euros (EUR 40.775) par l'émission de mille deux cent quarante (1.240) nouvelles parts sociales de classe A, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B1, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B2, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B3 et quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B4, ainsi la totalité de trois mille cent (3.100) nouvelles parts sociales, toutes les parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq cents d'euro (EUR 0,25).

Souscription - Libération

Les associés actuels de la Société ayant renoncé à leur droits de souscription préférentielle, l'Assemblée Générale DECIDE d'approuver la souscription des parts sociales nouvellement émises par Monsieur Frederick Inglis Watt ayant son adresse professionnel à 111 Strand, London WC2R OAG Angleterre, qui déclare souscrire à mille deux cent quarante (1.240) nouvelles parts sociales de classe A, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B1, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B2, quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B3 et quatre cent soixante cinq (465) nouvelles parts sociales de classe B4, soit au total trois mille cent (3.100) nouvelles parts sociales, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire ensemble avec une prime d'émission de quatre millions cent quatre-vingt-quatre mille deux cent vingt-cinq euros (EUR 4.184.225).

Les 3.100 nouvelles parts sociales émises ainsi que la prime d'émission ont été entièrement libérés par apport en numéraire de sorte que le montant de quatre millions cent quatre-vingt-cinq mille euros (EUR 4.185.000) est dès à présent à la disposition de la Société dont preuve a été fournie au notaire soussigné par un certificat bancaire.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale DECIDE de modifier l'Article 7.1 des statuts de la Société qui sera lu dorénavant comme suit:

"7.1 - Capital Souscrit et Libéré. Le capital social de la Société est fixé à 40.775 EUR (Quarante Mille Sept Cent Soixante-Quinze Euros) représenté par 163.100 (Cent Soixante-Trois Mille Cent) Parts Sociales rachetables, toutes entièrement souscrites et payées, divisées comme suit:

- a) 65,240, Parts Sociales de Classe A
- b) 24,465, Parts Sociales de Classe B1
- c) 24,465, Parts Sociales de Classe B2
- d) 24,465, Parts Sociales de Classe B3
- e) 24,465, Parts Sociales de Classe B4

Toutes ayant une valeur nominale de 0,25 EUR (Vingt Cinq Cents d'Euro).

Tant que toutes les parts sociales sont détenues par un associé unique, la Société est une société unipersonnelle dans le sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans cette éventualité les Articles 200-1 et 200-2, entre d'autres, s'appliqueront, ceci impliquant que chaque décision de l'associé unique et que chaque contrat signé entre lui et la Société représentée par lui devront être établies par écrit."

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison du présente acte est évalué à environ vingt-quatre mille sept cents euros (EUR 24.700,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Le document ont été lu aux comparants, tous étant connus du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et lieux de résidence, ceux-ci ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Brero, Schenk, Mala, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 16 janvier 2008. LAC / 2008 / 2273. - Reçu à 0,50%: vingt mille neuf cent vingt-cinq euros (€20925,-).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 9 février 2008.

Paul BETTINGEN.

Référence de publication: 2008082881/202/179.

(080095251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 138.592.

In the year two thousand and eight, on the twenty-ninth of May.
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Blackstone Special Funding (Cayman) L.P., a limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under registration number WK-25528, here represented by Mr. Pierre-Yves Genot, licencié en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in New York, on 28 May 2008.

Said proxy, initialed ne varietur by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party acting as the sole shareholder of Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the notary Joseph Elvinger on 25 April 2008, in the process of being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (hereinafter the "Company").

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to convert with immediate effect the share capital of the Company from its current currency expressed in Euros into Dollars of the United States of America at the Euro foreign exchange reference rate from the European Central Bank as at 27 May 2008 of one point five hundred sixty-seven EUR / USD (1.567 EUR / USD). The amount of the share capital of the Company will consequently be fixed at nineteen thousand five hundred eighty-seven Dollars of the United States of America (USD 19,587) and will be represented by nineteen thousand five hundred and eighty-seven (19,587) shares, having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1) each.

Second resolution

The sole shareholder resolves to amend article 6 of the articles of incorporation of the Company which shall now read as follows:

" **Art. 6.** The Company's share capital is set at nineteen thousand five hundred eighty-seven Dollars of the United States of America (USD 19,587) represented by nineteen thousand five hundred eighty-seven (19,587) shares, having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated EUR 1,000.-.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le vingt-neuf mai.

Par-devant Maître Henti Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Blackstone Special Funding (Cayman) L.P., une société constituée sous les lois des Iles Caimans, ayant son siège social à c/o Walkers SPV Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, enregistrée auprès du registre des sociétés des Iles Caimans sous le numéro WK-25528, ici représentée par M. Pierre-Yves Genot, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à New York, en date du 28 mai 2008.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante agissant en tant qu'associée unique de Blackstone Special Funding (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, constituée suivant acte notarié reçu par le notaire Joseph Elvinger en date du 25 avril 2008, non encore inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après la "Société").

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de convertir, avec effet immédiat, le capital social de la Société de sa devise actuelle exprimée en Euro en Dollars des Etats-Unis d'Amérique au taux de change de référence de la Banque Centrale Européenne au 27 mai 2008 de un virgule cinq cent soixante-sept EUR / USD (1,567 EUR / USD). Le montant du capital social de la Société sera par conséquent fixé à dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-sept Dollars des Etats-Unis d'Amériques (USD 19.587) représenté par dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-sept (19.587) parts sociales d'une valeur nominale de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune.

Deuxième résolution

L'associée unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-sept Dollars des Etats-Unis d'Amériques (USD 19.587) représenté par dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-sept (19.587) parts sociales d'une valeur de un dollar des Etats-Unis d'Amérique (USD 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires."

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, est évalué approximativement à la somme de EUR 1.000,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P.-Y. GENOT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juin 2008. Relation: LAC/2008/22065. - Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008082883/242/91.

(080095220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

**Kreuzberg Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. GH (N2) S.à r.l.).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.945.

In the year two thousand and eight, on the thirtieth of April

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "GH (N2) S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, established in Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 129 945, incorporated by deed enacted on the 27th of June 2007, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 1887, page 90545, on the 5th of September 2007.

The meeting is presided by Régis Galiotto, jurist, residing professionally in Luxembourg,

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Flora Gibert, jurist, residing professionally in Luxembourg,

The chairman requested the notary to act:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II.- As it appears from the attendance list, the 12,500 (twelve thousand five hundred) Ordinary Shares, each of them of EUR 1 (one euro), representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- 1) To amend the name of the Company, to be changed into "Kreuzberg Properties s.à r.l.";
- 2) To amend Article 1 of the Articles of Association accordingly;
- 3) To change the Company's financial year closing date, from September 30 to June 30;
- 4) To fix the next closing date on June 30, 2008;
- 5) To amend Article 11 of the Articles of Association accordingly;
- 6) To appoint the following managers:
 - Ian Chappell
 - Michael Kidd.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to change the name of the Company, from its current name "GH (N2) S.à r.l." into "Kreuzberg Properties S.à r.l.".

Second resolution

As a consequence of the first resolution, the meeting decides to amend article 1 of the Articles of Association and to give it the following wording:

" **Art. 1. Denomination.** A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Kreuzberg Properties S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation."

Third resolution

The meeting decides to change the Company's financial year closing date, from September 30 to June 30.

Fourth resolution

The meeting decides to fix the closing date for this year, having started on June 27th, 2007, to June 30th, 2008.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend article 11 of the Articles of Association and to give it the following wording:

" **Art. 11. Accounting Year.** The accounting year begins on 1st July of each year and ends on 30th June of the following year."

The first accounting year shall end on 30th June 2008.

Sixth resolution

The meeting decides to appoint as additional managers for an undetermined duration:

Mr Ian Chappell, Manager, with private address at 7, Newgate Street, London EC1A 7NX, United Kingdom;

Mr Michael Kidd, Manager, with private address at 28, rue Puert, L-5433, Luxembourg;

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version en langue française:

L'an deux mille huit, le trente avril.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A Luxembourg;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée "GH (N2) S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg,

section B sous le numéro 129 945, constituée suivant acte reçu le 27 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1887, page 90545 du 5 septembre 2007.

La séance est ouverte sous la présidence de Régis Galiotto, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Flora Gibert, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 12,500 (douze mille cinq cent) parts sociales ordinaires de EUR 1 (un euro), chacune représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- 1) Modifier la dénomination de la Société, à changer en "Kreuzberg Properties S.à r.l."
- 2) Modifier l'article 1^{er} des statuts.
- 3)Changer la date de clôture de l'exercice social de la société du 30 septembre au 30 juin.
- 4) Fixer la date de la prochaine clôture de cette année au 30 juin 2008.
- 5) Modifier l'article 11 des statuts.
- 6) Nommer les managers suivants:
 - Ian Chappell
 - Michael Kidd

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société, de son nom actuel "GH (N2) S.à r.l." en "Kreuzberg Properties S.à r.l."

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Kreuzberg Properties S.à r.l." (la "Société"). La société sera régie par les présents statuts et la législation applicable.

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la date de clôture de l'exercice social de la société du 30 septembre au 30 juin.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de fixer la date de la prochaine clôture de l'exercice social de la société ayant débuté le 27 juin 2007 au 30 juin 2008.

Cinquième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 11 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 11. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de l'année suivante."

La première année sociale se terminera le 30 juin 2008.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer les managers suivants:

Mr Ian Chappell, Manager, avec l'adresse privée au 7, Newgate Street, London EC1A 7NX, United Kingdom;

Mr Michael Kidd, Manager, avec l'adresse privée 28, rue Puert, L-5433 Niederanven, Luxembourg;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. GALIOTTO, F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 07 mai 2008. Relation: LAC/2008/18537. — Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 MAI 2008.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2008082882/211/128.

(080095318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Auguri Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 47.857.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 3 juin 2008

- Les démissions des sociétés DMC Sàrl, Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, EFFIGI Sàrl, Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et LOUV Sàrl, Société à Responsabilité Limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg de leurs mandats d'Administrateurs sont acceptées.

- Mademoiselle Cynthia SCHWICKERATH, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, Monsieur Michel LENOIR, employé privé, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg et Madame Chantal MATHU, employée privée, demeurant professionnellement au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont nommés comme nouveaux Administrateurs. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2011.

Fait à Luxembourg, le 3 juin 2008.

Certifié sincère et conforme

AUGURI HOLDING S.A.

C. MATHU / M. LENOIR

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008083431/795/25.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10046. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Alpha Factoring S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 225.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.697.

In the year two thousand and eight, on the twenty-third day of May.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Alpha Factoring S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 114697, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on 8 February 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 24 May 2006, number 1014 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of M^e Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 28 July 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 2 November 2006, number 2053.

The meeting was opened at 12 a.m. with Ms. Céline Le Cam, avocat, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Ms. Jacqueline Picard, Rechtsanwältin, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Andrea Hoffmann, private employee, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Insertion of a second paragraph in article 5 of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

"In the event that the sole manager or the board of managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation."

2. Insertion of a second paragraph in article 7 of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

"In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse."

3. Insertion of a new article 11 in section B of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

" **Art. 11.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company."

4. Subsequent renumbering of the following articles;

5. Amendment of the last paragraph of the new article 12 (former article 11) of the Company's articles of incorporation as follows:

"The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager. The manager/board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument."

6. Insertion of a new article 17 in section C of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

" **Art. 17.** The Company shall and hereby does, to the fullest extent permitted by applicable law, indemnify each manager from and against any and all claims, demands, liabilities, costs, expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, of whatever nature, known or unknown, liquidated or unliquidated ("Claims"), that may accrue to or be incurred by any manager, or in which any manager may become involved, as a party or otherwise, or with which any manager may be threatened, relating to or arising out of the investment or other activities of the Company, or activities undertaken in connection with the Company, or in connection with carrying out his or her duty as a manager, including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromise or as fines or penalties, and counsel fees and expenses incurred in connection with the preparation for or defense or disposition of any investigation, action, suit, arbitration or other proceeding (a "Proceeding"), whether civil or criminal (all of such Claims and amounts covered by this article 17, and all expenses referred to in the following paragraph, are referred to collectively as "Damages") and whether or not the manager continues to be a manager of the Company at the time that any Damages are paid, except to the extent that it shall have been determined ultimately by a court of competent jurisdiction that such Damages arose primarily from the Disabling Conduct (as defined hereafter) of such manager. For the purpose of this article, "Disabling Conduct" shall mean, with respect to any manager, fraud, willful misfeasance, conviction of a felony, a willful violation of law having a material adverse affect on the Company or the shareholder(s) of the Company, gross negligence or reckless disregard of duties as a manager of the Company.

The reasonable expenses incurred by a manager in defense or settlement of any Claim that may be subject to a right of indemnification hereunder may be advanced by the Company to such manager prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of the manager to repay such amount if it shall be determined ultimately by a court of competent jurisdiction that the manager is not entitled to be indemnified hereunder.

Promptly after receipt by a manager of notice of the commencement of any Proceeding, such manager shall, if a claim for indemnification in respect thereof is to be made against the Company, give written notice to the Company of the commencement of such Proceeding, provided that the failure of any manager to give notice as provided herein shall not relieve the Company of its obligations under this article 17, except to the extent that the Company is actually prejudiced by such failure to give notice. In case any such Proceeding is brought against a manager (other than a derivative suit in right of the Company), the Company will be entitled to participate in and to assume the defense thereof to the extent that the Company may wish, with counsel reasonably satisfactory to such manager. After notice from the Company to such manager of the Company's election to assume the defense thereof, the Company will not be liable for expenses subsequently incurred by such manager in connection with the defense thereof. The Company will not consent to entry of any judgment or enter into any settlement that does not include as an unconditional term thereof the giving by the claimant or plaintiff to such manager of a release from all liability in respect to such Claim. The right of any manager to the indemnification provided herein shall be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such manager may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such manager's successors, assigns and legal representatives.

Notwithstanding any of the foregoing to the contrary, the provisions of this article 17 shall not be construed so as to provide for the indemnification of a manager for any liability to the extent (but only to the extent) that such indemnification would be in violation of applicable law or that such liability may not be waived, modified or limited under applicable law, but shall be construed so as to effectuate the provisions of this article 17 to the fullest extent permitted by law."

7. Insertion of a new article 18 in section C of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

" **Art. 18.** The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation."

8. Subsequent renumbering of the following articles;

9. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented by proxy, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole of the corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and were fully aware of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole of the corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to insert a second paragraph in article 5 of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

"In the event that the sole manager or the board of managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation."

Second resolution

The general meeting resolves to insert a second paragraph in article 7 of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

"In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse."

Third resolution

The general meeting resolves to insert a new article 11 in section B of the Company's articles of incorporation which shall read as follows:

" **Art. 11.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company."

Fourth resolution

The general meeting resolves to renumber the following articles of the articles of incorporation of the Company accordingly.

Fifth resolution

The general meeting resolves to amend the last paragraph of the new article 12 (former article 11) of the Company's articles of incorporation as follows:

"The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any manager. The manager/board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument."

Sixth resolution

The general meeting resolves to insert a new article 17 in section C of the articles of incorporation of the Company which shall read as follows:

" **Art. 17.** The Company shall and hereby does, to the fullest extent permitted by applicable law, indemnify each manager from and against any and all claims, demands, liabilities, costs, expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, of whatever nature, known or unknown, liquidated or unliquidated ("Claims"), that may accrue to or be incurred by any manager, or in which any manager may become involved,

as a party or otherwise, or with which any manager may be threatened, relating to or arising out of the investment or other activities of the Company, or activities undertaken in connection with the Company, or in connection with carrying out his or her duty as a manager, including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromise or as fines or penalties, and counsel fees and expenses incurred in connection with the preparation for or defense or disposition of any investigation, action, suit, arbitration or other proceeding (a "Proceeding"), whether civil or criminal (all of such Claims and amounts covered by this article 17, and all expenses referred to in the following paragraph, are referred to collectively as "Damages") and whether or not the manager continues to be a manager of the Company at the time that any Damages are paid, except to the extent that it shall have been determined ultimately by a court of competent jurisdiction that such Damages arose primarily from the Disabling Conduct (as defined hereafter) of such manager. For the purpose of this article, "Disabling Conduct" shall mean, with respect to any manager, fraud, willful misfeasance, conviction of a felony, a willful violation of law having a material adverse affect on the Company or the shareholder(s) of the Company, gross negligence or reckless disregard of duties as a manager of the Company.

The reasonable expenses incurred by a manager in defense or settlement of any Claim that may be subject to a right of indemnification hereunder may be advanced by the Company to such manager prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of the manager to repay such amount if it shall be determined ultimately by a court of competent jurisdiction that the manager is not entitled to be indemnified hereunder.

Promptly after receipt by a manager of notice of the commencement of any Proceeding, such manager shall, if a claim for indemnification in respect thereof is to be made against the Company, give written notice to the Company of the commencement of such Proceeding, provided that the failure of any manager to give notice as provided herein shall not relieve the Company of its obligations under this article 17, except to the extent that the Company is actually prejudiced by such failure to give notice. In case any such Proceeding is brought against a manager (other than a derivative suit in right of the Company), the Company will be entitled to participate in and to assume the defense thereof to the extent that the Company may wish, with counsel reasonably satisfactory to such manager. After notice from the Company to such manager of the Company's election to assume the defense thereof, the Company will not be liable for expenses subsequently incurred by such manager in connection with the defense thereof. The Company will not consent to entry of any judgment or enter into any settlement that does not include as an unconditional term thereof the giving by the claimant or plaintiff to such manager of a release from all liability in respect to such Claim. The right of any manager to the indemnification provided herein shall be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such manager may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such manager's successors, assigns and legal representatives.

Notwithstanding any of the foregoing to the contrary, the provisions of this article 17 shall not be construed so as to provide for the indemnification of a manager for any liability to the extent (but only to the extent) that such indemnification would be in violation of applicable law or that such liability may not be waived, modified or limited under applicable law, but shall be construed so as to effectuate the provisions of this article 17 to the fullest extent permitted by law."

Seventh resolution

The general meeting resolves to insert a new article 18 in section C of the articles of incorporation which shall read as follows:

" **Art. 18.** The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation."

Eighth resolution

The general meeting resolves to renumber the following articles of the articles of incorporation of the Company accordingly.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, these persons signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes:

Im Jahr zweitausendacht, den dreiundzwanzigsten Mai,

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Wird eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre der von Alpha Factoring S.à r.l., einer société à reponsabilité limitée mit Sitz in 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister

von Luxemburg unter der Nummer B 114697, gegründet gemäß einer Urkunde des unterzeichneten Notars, mit dem damaligen Sitz in Mersch, vom 8. Februar 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations vom 24. Mai 2006, Nummer 1014 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert durch eine Urkunde des Notars Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, vom 28. Juli 2006, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et des Associations vom 2. November 2006, Nummer 2053.

Die Hauptversammlung wird um 12 Uhr mit Céline Le Cam, avocat, wohnhaft in Luxemburg, als Vorsitzende eröffnet, die Jacqueline Picard, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg, als Sekretär und Andrea Hoffmann, Privatangestellte, wohnhaft in Luxemburg, als Stimmzähler ernannt.

Das Büro der Hauptversammlung ist damit bestellt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar, Folgendes zu beurkunden:

I. Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt ist:

Tagesordnung:

1. Einfügen eines zweiten Absatzes in Artikel 5 der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lauten wird:

„Sollte der Geschäftsführer/Geschäftsführerrat bestimmen, dass die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehende Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser vorübergehenden Verlegung des Sitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.“

2. Einfügen eines zweiten Absatzes in Artikel 7 der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lauten soll:

„Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.“

3. Einfügen eines neuen Artikels 11 in Abschnitt B der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lauten soll:

„**Art. 11.** Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben der Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen Siegel an Vermögensgütern oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen.“

4. Anschließende Neunummerierung der folgenden Artikel;

5. Abänderung des letzten Absatzes des neuen Artikels 12 (vorher Artikel 11) der Gesellschaftssatzung wie folgt:

„Die Gesellschaft wird jederzeit durch die alleinige Unterschrift jedes Geschäftsführers verpflichtet. Besondere Vollmachten können durch den Geschäftsführer/Geschäftsführerrat privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.“

6. Einfügen eines neuen Artikels 17 in Abschnitt C der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lauten wird:

„**Art. 17.** Insofern gesetzlich erlaubt, entschädigt die Gesellschaft jeden Geschäftsführer für Ansprüche, Forderungen, Verbindlichkeiten, Kosten, Ausgaben, Entschädigungen, Verluste, Klagen, Verfahren und Prozesse, gerichtlicher, administrativer, investigativer oder anderer Art, ob bekannt oder unbekannt, getilgt oder unbezahlt („die Ansprüche“), die einem Geschäftsführer entstehen können oder in die er verwickelt sein kann, als Partei oder auf andere Weise, oder die einem Geschäftsführer drohen, in Bezug auf oder in Zusammenhang mit einer Investition oder einer anderen Aktivität der Gesellschaft, oder Aktivitäten, die in Zusammenhang mit der Gesellschaft durchgeführt werden, oder in Zusammenhang mit der Erfüllung seiner Pflichten als Geschäftsführer, einschließlich Beträge, die auf Grund eines Urteils, eines Vergleichs oder als Bußgeld oder Strafgeld gezahlt werden, sowie Beratungskosten und Kosten in Zusammenhang mit der Vorbereitung, der Verteidigung oder Einleitung einer Untersuchung, einer Klage, eines Prozesses, eines Schiedsverfahrens oder eines anderen Verfahrens (ein „Verfahren“), sei es ein Zivilverfahren oder Strafverfahren (alle Ansprüche und Beträge, die in diesem Artikel 17 vorgesehen sind, und alle Kosten, die in dem folgenden Absatz vorgesehen sind, werden gemeinsam als „Schäden“ bezeichnet) und, unabhängig davon, ob der Geschäftsführer zu dem Zeitpunkt der Begleichung der Schäden weiterhin Geschäftsführer der Gesellschaft ist oder nicht, es sei denn ein Gericht des Zuständigkeitsbereiches hätte schließlich festgestellt, dass diese Schäden vorwiegend auf ein Fehlverhalten (nachstehend definiert) des Geschäftsführers zurückzuführen sind. In diesem Artikel bezeichnet „Fehlverhalten“ in Bezug auf einen Geschäftsführer, Betrug, absichtlicher Missbrauch, Verurteilung auf Grund einer schweren Straftat, absichtlicher Gesetzesbruch mit einer negativen Auswirkung auf die Gesellschaft oder die Aktionäre der Gesellschaft, grobe Fahrlässigkeit oder leichtfertige Pflichtverletzung.“

Die gerechtfertigten Kosten, die einem Geschäftsführer durch die Verteidigung oder Begleichung von Ansprüchen entstehen, die gemäß dieser Satzung von der Gesellschaft entschädigt werden, können dem Geschäftsführer von der Gesellschaft vor der endgültigen Entschädigung vorgestreckt werden, wenn die Gesellschaft von dem Geschäftsführer eine Verpflichtungserklärung erhält, den Betrag zu zahlen, falls ein Gericht des Zuständigkeitsbereiches schließlich bestimmen sollte, dass der Geschäftsführer in diesem Zusammenhang kein Anrecht auf Entschädigungen hat.

Unverzüglich nach Erhalt einer Mitteilung eines Verfahrensbeginns muss der Geschäftsführer, falls er in diesem Zusammenhang Anspruch auf Entschädigung durch die Gesellschaft erheben kann, die Gesellschaft schriftlich über den Verfahrensbeginn benachrichtigen, wobei die Gesellschaft nicht von ihren in diesem Artikel 17 beschriebenen Pflichten

befreit ist, wenn der Geschäftsführer es versäumt, die Gesellschaft wie in diesem Artikel vorgesehen zu benachrichtigen, es sei denn die Gesellschaft werde durch dieses Versäumnis geschädigt. Falls ein Verfahren (abgesehen von einer Aktionärsklage im Namen der Gesellschaft) gegen einen Geschäftsführer eingeleitet wird, kann die Gesellschaft, insofern sie es wünscht, an der Verteidigung teilnehmen oder diese übernehmen, mit einem Rechtsbeistand, der für den Geschäftsführer zufriedenstellend ist. Nachdem die Gesellschaft dem Geschäftsführer mitgeteilt hat, dass die Gesellschaft die Verteidigung übernehmen möchte, haftet die Gesellschaft nicht mehr für Kosten, die dem Geschäftsführer anschließend in Zusammenhang mit der Verteidigung entstehen. Die Gesellschaft wird nicht einem Urteil oder einer Begleichung zustimmen, die nicht vorbehaltlos die Freistellung des Geschäftsführers durch den Kläger von jeglichen Verbindlichkeiten in Bezug auf die jeweiligen Ansprüche enthalten. Das in diesem Artikel vorgesehene Recht eines Geschäftsführers auf Entschädigung besteht kumulativ mit und zusätzlich zu allen Rechten, die ein Geschäftsführer auf Grund eines Vertrags, des Gesetzes oder der Billigkeit haben kann und wird auf seine Nachfolger, Rechtsnachfolger und gesetzlichen Vertreter ausgedehnt.

Ungeachtet anderslautender vorangehender Bestimmungen sind die Bestimmungen dieses Artikels 17 nicht so auszulegen, dass ein Geschäftsführer für jegliche Verbindlichkeiten entschädigt wird, soweit (aber nur soweit) diese Entschädigung gesetzeswidrig ist oder diese Verbindlichkeit gemäß dem geltenden Gesetz nicht erlassen, abgeändert oder begrenzt werden kann. Diese Bestimmungen des Artikels 17 sind vielmehr so auszulegen, dass sie im vollen, durch das Gesetz zulässigen Umfang umgesetzt werden."

7. Einfügen eines neuen Artikels 18 in Abschnitt C der Gesellschaftssatzung, der wie folgt lautet wird:

„ **Art. 18.** Der Geschäftsführer/Geschäftsführerrat kann/können auf der Basis eines vom Geschäftsführer/Geschäftsführerrates vorbereiteten Rechenschaftsberichts, der aufzeigt, dass genügend Finanzmittel zur Verteilung vorhanden sind, beschließen, Abschlagsdividenden ausschütten, wobei der auszuschüttende Betrag nicht die realisierten Gewinne seit dem letzten Finanzjahr übersteigen darf, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Reserven und abzüglich der vorgetragenen Verluste und Beträge, die einer Reserve, die nach dem Gesetz oder dieser Satzung zu bilden ist, zuzuführen sind."

8. Anschließende Neunummerierung der folgenden Artikel;

9. Verschiedenes.

II. Dass die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, die Vollmachtsinhaber der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl ihrer Anteile auf einer Anwesenheitsliste erscheinen, die von den Gesellschafter, den Vollmachtsinhabern der vertretenen Gesellschafter und dem Büro der Versammlung unterschrieben wurde und sich im Anhang an die vorliegende Urkunde befindet und die gleichzeitig mit dieser bei den Registerbehörden eingereicht werden soll. Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, mit dem Vorsatz ne varietur versehen, werden ebenfalls an die vorliegende Urkunde angefügt.

III. Dass das gesamte Gesellschaftskapital bei dieser Hauptversammlung anwesend oder vertreten ist und alle Gesellschafter erklären, dass sie vor der Hauptversammlung Kenntnis von der Tagesordnung hatten, so dass auf Einberufungsschreiben verzichtet werden konnte.

VII. Dass die Hauptversammlung, bei der das gesamte Gesellschaftskapital vertreten ist, ordnungsgemäß bestellt ist und über alle Punkt der Tagesordnung wirksam bestimmen kann.

Nach Beratung fasst die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, einen zweiten Absatz in den Artikel 5 der Gesellschaftssatzung einzufügen, der wie folgt lautet soll:

„Sollte der Geschäftsführer/Geschäftsführerrat bestimmen, dass die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur vollständigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehende Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser vorübergehenden Verlegung des Sitzes, eine luxemburgische Gesellschaft bleibt."

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, einen zweiten Absatz in den Artikel 7 der Gesellschaftssatzung einzufügen, der wie folgt lautet soll:

„Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt."

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, einen neuen Artikel 11 in Abschnitt B der Gesellschaftssatzung einzufügen, der wie folgt lautet soll:

„ **Art. 11.** Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben der Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen Siegel an Vermögensgütern oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen."

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die folgenden Artikel der Gesellschaftssatzung umzumerrieren.

Fünfter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, den letzten Absatz des neuen Artikels 12 (vorher Artikel 11) wie folgt abzuändern:

„Die Gesellschaft wird jederzeit durch die alleinige Unterschrift jedes Geschäftsführers verpflichtet. Besondere Vollmachten können durch den Geschäftsführer/Geschäftsführerrat privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden.“

Sechster Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, einen neuen Artikel 17 in Abschnitt C der Gesellschaftssatzung einzufügen, der wie folgt lauten wird:

„ **Art. 17.** Insofern gesetzlich erlaubt, entschädigt die Gesellschaft jeden Geschäftsführer für Ansprüche, Forderungen, Verbindlichkeiten, Kosten, Ausgaben, Entschädigungen, Verluste, Klagen, Verfahren und Prozesse, gerichtlicher, administrativer, investigativer oder anderer Art, ob bekannt oder unbekannt, getilgt oder unbezahlt (die „Ansprüche“), die einem Geschäftsführer entstehen können oder in die er verwickelt sein kann, als Partei oder auf andere Weise, oder die einem Geschäftsführer drohen, in Bezug auf oder in Zusammenhang mit einer Investition oder einer anderen Aktivität der Gesellschaft, oder Aktivitäten, die in Zusammenhang mit der Gesellschaft durchgeführt werden, oder in Zusammenhang mit der Erfüllung seiner Pflichten als Geschäftsführer, einschließlich Beträge, die auf Grund eines Urteils, eines Vergleichs oder als Bußgeld oder Strafgeld gezahlt werden, sowie Beratungskosten und Kosten in Zusammenhang mit der Vorbereitung, der Verteidigung oder Einleitung einer Untersuchung, einer Klage, eines Prozesses, eines Schiedsverfahrens oder eines anderen Verfahrens (ein „Verfahren“), sei es ein Zivilverfahren oder Strafverfahren (alle Ansprüche und Beträge, die in diesem Artikel 17 vorgesehen sind, und alle Kosten, die in dem folgenden Absatz vorgesehen sind, werden gemeinsam als „Schäden“ bezeichnet) und, unabhängig davon, ob der Geschäftsführer zu dem Zeitpunkt der Begleichung der Schäden weiterhin Geschäftsführer der Gesellschaft ist oder nicht, es sei denn ein Gericht des Zuständigkeitsbereiches hätte schließlich festgestellt, dass diese Schäden vorwiegend auf ein Fehlverhalten (nachstehend definiert) des Geschäftsführers zurückzuführen sind. In diesem Artikel bezeichnet „Fehlverhalten“ in Bezug auf einen Geschäftsführer, Betrug, absichtlicher Missbrauch, Verurteilung auf Grund einer schweren Straftat, absichtlicher Gesetzesbruch mit einer negativen Auswirkung auf die Gesellschaft oder die Aktionäre der Gesellschaft, grobe Fahrlässigkeit oder leichtfertige Pflichtverletzung.

Die gerechtfertigten Kosten, die einem Geschäftsführer durch die Verteidigung oder Begleichung von Ansprüchen entstehen, die gemäß dieser Satzung von der Gesellschaft entschädigt werden, können dem Geschäftsführer von der Gesellschaft vor der endgültigen Entschädigung vorgestreckt werden, wenn die Gesellschaft von dem Geschäftsführer eine Verpflichtungserklärung erhält, den Betrag zu zahlen, falls ein Gericht des Zuständigkeitsbereiches schließlich bestimmen sollte, dass der Geschäftsführer in diesem Zusammenhang kein Anrecht auf Entschädigungen hat.

Unverzüglich nach Erhalt einer Mitteilung eines Verfahrensbeginns muss der Geschäftsführer, falls er in diesem Zusammenhang Anspruch auf Entschädigung durch die Gesellschaft erheben kann, die Gesellschaft schriftlich über den Verfahrensbeginn benachrichtigen, wobei die Gesellschaft nicht von ihren in diesem Artikel 17 beschriebenen Pflichten befreit ist, wenn der Geschäftsführer es versäumt, die Gesellschaft wie in diesem Artikel vorgesehen zu benachrichtigen, es sei denn die Gesellschaft werde durch dieses Versäumnis geschädigt. Falls ein Verfahren (abgesehen von einer Aktionärsklage im Namen der Gesellschaft) gegen einen Geschäftsführer eingeleitet wird, kann die Gesellschaft, insofern sie es wünscht, an der Verteidigung teilnehmen oder diese übernehmen, mit einem Rechtsbeistand, der für den Geschäftsführer zufriedenstellend ist. Nachdem die Gesellschaft dem Geschäftsführer mitgeteilt hat, dass die Gesellschaft die Verteidigung übernehmen möchte, haftet die Gesellschaft nicht mehr für Kosten, die dem Geschäftsführer anschließend in Zusammenhang mit der Verteidigung entstehen. Die Gesellschaft wird nicht einem Urteil oder einer Begleichung zustimmen, die nicht vorbehaltlos die Freistellung des Geschäftsführers durch den Kläger von jeglichen Verbindlichkeiten in Bezug auf die jeweiligen Ansprüche enthalten. Das in diesem Artikel vorgesehene Recht eines Geschäftsführers auf Entschädigung besteht kumulativ mit und zusätzlich zu allen Rechten, die ein Geschäftsführer auf Grund eines Vertrags, des Gesetzes oder der Billigkeit haben kann und wird auf seine Nachfolger, Rechtsnachfolger und gesetzlichen Vertreter ausgedehnt.

Ungeachtet anderslautender vorangehender Bestimmungen sind die Bestimmungen dieses Artikels 17 nicht so auszulegen, dass ein Geschäftsführer für jegliche Verbindlichkeiten entschädigt wird, soweit (aber nur soweit) diese Entschädigung gesetzeswidrig ist oder diese Verbindlichkeit gemäß dem geltenden Gesetz nicht erlassen, abgeändert oder begrenzt werden kann. Diese Bestimmungen des Artikels 17 sind vielmehr so auszulegen, dass sie im vollen, durch das Gesetz zulässigen Umfang umgesetzt werden.“

Siebter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, einen neuen Artikel 18 in Abschnitt C der Gesellschaftssatzung einzufügen, der wie folgt lauten wird:

„ **Art. 18.** Der Geschäftsführer/Geschäftsführerrat kann/können auf der Basis eines vom Geschäftsführer/Geschäftsführerrates vorbereiteten Rechenschaftsberichts, der aufzeigt, dass genügend Finanzmittel zur Verteilung vorhanden sind,

beschließen, Abschlagsdividenden ausschütten, wobei der auszuschüttende Betrag nicht die realisierten Gewinne seit dem letzten Finanzjahr übersteigen darf, zuzüglich der vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Reserven und abzüglich der vorgetragenen Verluste und Beträge, die einer Reserve, die nach dem Gesetz oder dieser Satzung zu bilden ist, zuzuführen sind."

Achter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die folgenden Artikel der Gesellschaftssatzung umzunummerieren.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass diese Urkunde auf Ersuchen der vorgenannten Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, die dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt sind, haben diese Personen mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: C. LE CAM, J. PICARD, A. HOFFMANN, und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 mai 2008, Relation: LAC/200821616. — Reçu douze euros (12 €).

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 24. Juni 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008082894/242/387.

(080095229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Gima Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 130.747.

—
EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Société a décidé, en date du 22 avril 2008, de transférer le siège social de la Société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gima Finance SA

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2008082263/2460/16.

Enregistré à Luxembourg, le 26 juin 2008, réf. LSO-CR10031. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080094050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2008.

Meridian Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 91.670.

—
Extrait de Résolution prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 avril 2008

L'Assemblée transfère le siège social de la compagnie au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg.

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Luc VERELST du poste de gérant de la société.

Luxembourg, le 10 juin 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008081812/263/16.

Enregistré à Luxembourg, le 17 juin 2008, réf. LSO-CR06107. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080092721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2008.
